



Chronique bibliographique sous la responsabilité de Daniel Bach, avec la collaboration de Robert Buijtenhuijs, Léon Cesar Codo, François Constantin, Bernard Contamin, Jean Copans, Pascal Labazée, Émile Le Bris, Étienne Le Roy, Achille Mbembé, René Otakek et Alain Ricard.

REVUE TIERS-MONDE — **Le logement des pauvres dans les grandes villes du Tiers monde** — T. XXIV, 116, oct.-déc. 1988.

L'engrenage de la pauvreté, tel est le propos de ce numéro de *Tiers-Monde* où alternent les gros plans « vus du bas » et les vues plongeantes prises « du haut ». L'unité du numéro vient de ce que ces deux regards convergent vers un même objet, le décalage structurel entre l'accessibilité au logement moderne et le niveau de revenus de l'écrasante majorité des citadins du Tiers monde.

L'objet, bien circonscrit par M. Rochefort dans son introduction, est donc la question du logement ; mais comment isoler cette préoccupation du reste, c'est-à-dire des implications politiques d'une nécessité aussi banale que vitale, jadis analysée par Engels dans des termes théoriques qui ne « collent » décidément plus totalement. Parler de l'urbanisation du Tiers monde, c'est effectivement s'attaquer à des réalités très hétérogènes mais toutes inédites dans l'histoire de l'humanité. De cela, les contributions rendent très bien compte. L'offre d'études de cas est, comme d'habitude, très déséquilibrée

mais certains articles ouvrent largement l'éventail et l'on saura en particulier gré à A. Durand Lasserre de nous introduire aux cas chinois et coréens oubliés par la littérature scientifique francophone.

Le plan général du numéro obéit à une logique irrécusable : De l'accès au sol urbain, on passe aux agents de la production immobilière et aux formes de production du logement. Il est clair, cependant, que le contenu des articles subvertit l'ordre de la présentation. Celui-ci n'en exprime pas moins une caractéristique importante des villes du Tiers monde : L'accès au sol urbain (la question foncière au sens large) y prime sur l'immobilier *stricto sensu*.

Le moindre mérite de cette livraison n'est pas de mettre à la disposition du lecteur pressé un condensé fidèle (il est l'œuvre des auteurs eux-mêmes) d'ouvrages de référence récents. La conclusion d'A. Durand-Lasserre fait bien ressortir les propositions sur lesquelles il y a consensus :

— on assiste aujourd'hui à une reconnaissance de fait — et parfois de droit — de ces filières « populaires » qui n'étaient encore récemment qu'inégalement tolérées ;

— on note un déplacement progres-

sif des principaux enjeux urbains du plan de la production à celui de la gestion ;

— une telle approche suppose et suscite un rééquilibrage des pouvoirs au profit de pouvoirs locaux qui peut fort bien conduire à un clientélisme pire que le pouvoir d'État.

Mais le goût du consensus n'exclut pas la lucidité et c'est bien un autre mérite de ce numéro que de mettre à jour deux « contradictions » qui sont certes l'expression de la diversité des situations continentales, mais qui manifestent également l'incertitude où se trouve la pensée des chercheurs sur l'urbanisation dépendante.

Non sans talent, R. Navarro veut démontrer le pouvoir créatif de la puissance sociale et pose l'hypothèse que la ville s'invente plus qu'elle ne se détermine. En contrepoint, J.-F. Tribillon nous met en garde contre les risques de mythification des quartiers populaires et pourfend avec ardeur un néo-rousseauisme aussi dangereux, selon lui, que l'idéologie antiville.

M. Rochefort annonce que la pression croissante des masses populaires conduit maintenant à des politiques plus engagées ; mais la plupart des contributeurs relèvent un effacement des politiques publiques de logement au profit du « fait social accompli ». Mais peut-être faut-il conclure, avec D. Martin (*Tanzanie. L'invention d'une culture politique*, Paris, 1988) que les cultures urbaines s'adaptent sans ignorer le pouvoir mais sans obtempérer non plus. Le sens profond de ce numéro n'est-il pas qu'une telle dialectique rend l'autorité plus forte que l'arbitraire ou l'inertie ? [E.L.-B.]

CAVERIVIÈRE (Monique) et DEBENE (Marc), **Le Droit foncier sénégalais**. Paris, Berger-Levrault, 1988, 329 pages (Mondes en devenir, manuels B.-L. 12).

A un régime juridique exceptionnel il fallait des auteurs également exceptionnels. Depuis le manuel de droit

administratif d'A. Bockel, on n'avait pas retrouvé depuis dix ans un ouvrage dont l'objet pédagogique allie la rigueur du juriste et la profondeur attendue des sciences sociales africanistes.

Tout en ne retenant que la seule étude du droit positif, ce qui est à la fois énorme d'un point de vue législatif, réglementaire, voire jurisprudentiel mais également limité au contenu explicite et implicite de ce droit, ce manuel restitue à l'attention de l'étudiant et du praticien les lignes de forces de trente années d'expériences plus ou moins maîtrisées mais dont l'originalité est évidente.

Parmi les grands débats qui ont soulevé l'élaboration puis l'application de la réforme foncière de 1964, on saura gré aux auteurs d'éclairer d'un jour nouveau certains problèmes. Je n'en évoquerai que deux, essentiels.

Tout d'abord, l'explication qu'ils donnent de la constitution du domaine national (correspondant à 95 % environ du territoire national) comme une chose commune sur laquelle les paysans n'ont pas de droits réels mais sont dans une situation administrative originale me convainc, alors que j'en avais, personnellement, une interprétation différente. Mais cette conviction tient moins aux arguments développés qui sont plus contextuels que textuels, en raison du silence de la loi, qu'aux opportunités que cette interprétation offre face au risque d'une généralisation de ce que les auteurs appellent la « gestion patrimoniale » et qu'il faudrait plutôt appeler, pour éviter certaines ambiguïtés avec la théorie économique, une gestion « capitalistique ».

La diffusion du capitalisme étant précisément l'enjeu de l'après-barrage dans la Vallée du fleuve Sénégal, les auteurs plaident dans leur dernier chapitre pour le maintien de la philosophie initiale, au prix de quelques adaptations, de l'administration communautaire des sols aux lieux et place de la gestion patrimoniale qui tend à se généraliser, du sol urbain aux périmètres irrigués privés.

On ne pouvait demander davantage d'un manuel juridique exceptionnel de clarté et de concision. Pourtant, il reste

à répondre à la question qui traverse l'ensemble de la réflexion, en particulier à l'occasion de l'étude de la domanialité publique et privée : pourquoi y-a-t-il un tel écart entre les textes et la pratique et une inapplication « quasi institutionnelle » des dispositifs juridiques ?

Pour en traiter, les auteurs parlent des « deux rêves » senghorien ou du « rêve propriétaire » du paysan. Au regard des textes et des concepts juridiques, il y a effectivement des « dérives », mais ces « dérives » ne sont-elles pas, plus qu'un songe creux, l'expression d'aspirations ou de contraintes que l'avenir devra prendre en compte ?

Malgré les explications qui nous sont ici données, le dossier n'est ainsi pas prêt d'être refermé ; mais on est redevable aux auteurs de nous en avoir donné l'intelligence la plus large. [E.L.-R.]

PETERSEN (K.H.) (textes réunis par) — **Criticism and Ideology : Second African Writers Conference.** — Stockholm, Almqvist et Wicksell, 1988, 223 p. (Série des séminaires de l'Institut scandinave d'études africaines, n° 20).

Les écrivains scandinaves ont au moins un point commun avec les écrivains africains : ils ne peuvent s'adresser au reste du monde dans leur langue maternelle. Sur cette constatation, Per Wastberg avait bâti la première rencontre littéraire africano-scandinave en 1967. Plusieurs essais importants y furent prononcés, dont le texte de Wole Soyinka sur l'« écrivain et l'État », devenu un classique. Peu de temps avant l'attribution du Nobel à l'écrivain nigérian, une deuxième rencontre eut lieu. L'Afrique est malheureusement réduite aux dimensions des pays anglophones : les rares lusophones et francophones présents en 1967 sont absents. De plus, l'Afrique du Sud occupe le devant de la scène. Les essais prononcés ont été recueillis par K.H. Petersen qui donne une préface,

un peu trop descriptive à notre sens, au volume. Les textes sont d'intérêt très inégal ; certains essais rachètent l'ensemble : Soyinka, toujours, Ndebele... [A.R.]

KINYATTI (Maina wa) (Ed.) — **Kenya's Freedom Struggle : The Dedan Kimathi Papers** (Préface de Ngugi wa Thiong'o) — London and New Jersey, Zed Books, 1987, 128 p.

Dedan Kimathi, le principal chef militaire de la révolte « mau mau » (Kenya, 1952-1956), a rédigé, au cours de sa brève carrière de « combattant de la liberté », un certain nombre de documents que son compatriote Maina wa Kinyatti met aujourd'hui à la disposition du public. Celui-ci est avant tout celui du Kenya, car les textes de Kimathi ne sont pas annotés et l'introduction de l'éditeur est un peu trop brève pour permettre au lecteur non averti de les situer dans leur contexte historique. Pour les spécialistes, par contre, ce petit livre est précieux dans la mesure où il leur fait saisir, sur le vif, la personnalité complexe et les projets politiques ambigus d'un combattant mau mau sur le terrain.

Contrairement à son livre précédent (*Thunder From the Mountains : Mau Mau Patriotic Songs*) dans lequel Kinyatti attribuait parfois aux partisans kikuyu des propos et un vocabulaire pseudo-maoïstes qui n'étaient pas les leurs, Kinyatti nous fournit cette fois-ci une traduction anglaise qui me semble fidèle et il ne touche pas aux textes rédigés en anglais. Il reconnaît d'ailleurs dans son introduction les limites idéologiques de Dedan Kimathi, nationaliste patriotique peu éduqué et non pas militant marxiste formé. Signalons donc l'honnêteté intellectuelle de l'éditeur et saluons le caractère courageux de son action politique et littéraire qui lui a déjà valu six ans de prison dans son pays, ceci uniquement pour délit d'opinion comme le soulignent les communiqués d'*Amnesty International* [R.B.]

LAZITCH (Branko) (Avec le concours de Pierre Rigoulot) — **Angola 1974-1988 : Un échec du communisme en Afrique.** — Supplément à Est et Ouest, n° 54, mai 1988, 107 p.

Non, cette petite brochure est vraiment trop partielle ! On veut bien admettre que l'expérience angolaise depuis 1974 représente un échec du communisme, mais peut-on réduire tout le problème à cette seule dimension ? Ne devrait-on pas dire aussi que certaines puissances ont tout fait pour que le « communisme » angolais échoue de toute façon ? Et sommes-nous en présence d'un échec du seul communisme ? Cet ouvrage a été rédigé par des gens qui s'intéressent uniquement à la confrontation mondiale Est-Ouest et pour qui l'Angola n'est qu'un cas, utile pour démontrer leurs thèses, mais sans aucun intérêt pour lui-même. Cela se sent trop et cela condamne le livre, malgré un louable effort de documentation de la part des auteurs. [R.B.]

PARPART (Jane L.), STAUDT (Kathleen A.) (eds.) — **Women and the State in Africa.** Boulder/London, Lynne Rienner Publishers, 1989, 229 pages, bibliogr., index.

Cet ouvrage n'illustre pas seulement à merveille les impasses théoriques et méthodologiques de ce que J.-F. Bayart appelle le « paradigme du joug ». Il est aussi un exemple vivant de la misère intellectuelle d'un certain féminisme nord-américain, dès lors que celui-ci se prend à penser les réalités africaines à partir d'historicités d'emprunt. Mais de quoi s'agit-il ?

J. Parpart, K. Staudt et leurs contributrices (le seul mâle a avoir été associé à l'opération étant R. Fatton, Jr.) se sont rendues compte du fait que la variable *femme* avait été presque totalement ignorée par les études sur les procès de formation étatique en Afrique. Elles se sont donc jurées de réparer cette injustice : ce qui nous donne droit à six études de ças tou-

chant des pays aussi divers que le Nigéria, le Zaïre, le Zimbabwe, la Zambie et la Tanzanie. Ces études de cas viennent compléter deux textes prétendument théoriques dont l'un porte sur la période coloniale et l'autre sur la période postcoloniale. Le résultat final est une joyeuse cacophonie, où les professions de foi idéologiques ne le disputent qu'aux pétitions de principe. Ainsi, par exemple, des affirmations massives du genre : « *the male-dominated state warps women's ability to make history on their own terms* ». Ou encore cette banalité : « ... *state and class formation ... must be seen as gendered, i.e., as having differential impacts on women and men* ». Tout au long de l'ouvrage, la notion d'État est utilisée à titre incantatoire et la plupart des contributrices confondent allègrement « État » et « Régime politique », lorsqu'elles ne réduisent pas l'État à un ensemble d'appareils. La discussion des préalables théoriques et méthodologiques que requerrait, sinon la nouveauté, du moins la complexité de l'objet, est expédiée dès l'introduction. N. Chazan tente, il est vrai, de sauver l'entreprise et de mettre un peu d'ordre dans ce fouillis. Mais à l'évidence, les conclusions qu'elle dégage participent davantage de questions que de réponses. Et elles mettent davantage en relief les faiblesses de l'ouvrage au lieu de les atténuer.

Au total, il s'agit d'un livre énervant et superficiel. Mélange de féminisme autoritaire et de marxisme mécaniste, il conduit ses auteurs à prendre pour point de départ de leur entreprise un parti pris idéologique et à vouloir ensuite démontrer des idées préconçues plutôt que de prendre la peine de comprendre comment les choses fonctionnent. Les femmes, les mâles, l'État... sont pris pour des monolithes dont l'intentionnalité est si évidente qu'il suffit de la suggérer pour qu'elle saute aux yeux. Au-delà de ce livre approximatif, il est peut-être temps que l'africanisme féministe sorte de son narcissisme et qu'il traite enfin des femmes africaines concrètes, tout en faisant son profit des avancées réalisées ailleurs, dans l'étude des rapports entre domi-

nation et subordination. Car, le simple fait d'affirmer que les femmes africaines sont opprimées ne suffit plus à garantir la crédibilité de proclamations de foi par ailleurs fort généreuses. [A.M.]

ASSIDON (Elsa) — **Le commerce captif. Les sociétés commerciales françaises de l'Afrique noire.** — Paris, l'Harmattan, 1989, 227 p. (Coll. Bibliothèque du développement).

L'auteur modélise l'évolution des formes de domination qu'ont exercé la CFAO, la SCOA et OPTORG sur les marchés ouest-africains, depuis la traite coloniale jusqu'aux récentes restructurations financières. L'ouvrage expose de manière claire les contradictions engendrées par la façon dont les « comptoirs » employèrent, au moins jusqu'en 1945, leur pouvoir sur l'émission et la circulation monétaire afin de marginaliser leurs concurrents et de soumettre toute opération commerciale aux lois d'un marché conçu par et pour eux : en réservant les emplois de la Banque de l'Afrique occidentale à des finalités spéculatives et en généralisant l'usage du crédit commercial privé à chaque échelon de leurs réseaux locaux, ces sociétés s'assuraient de débouchés à la vente en raison exacte des revenus distribués à l'achat. Mais elles limitaient par là même le volume des profits susceptibles d'être engendrés.

Pour E. Assidon, les conditions de ce « commerce captif » sont profondément modifiées dès avant les indépendances. L'afflux de fonds publics pour la valorisation des colonies, au cours des années 1950, ouvre de nouvelles sources de numéraire que les compagnies ne contrôlent pas. D'une domination qui puisait dans le fonctionnement du marché le principe de sa perpétuation, on serait passé, d'après l'auteur, à une défense stratégique, et aléatoire, des positions commerciales dominantes. D'autant plus aléatoire, qu'elle s'exerce désormais sur des économies exsangues dont les sociétés de

commerce ne peuvent facilement s'extraire. Tel est pris, qui croyait prendre...

La démonstration, qui ne manque ni d'intérêt ni d'arguments, aurait pourtant gagné à quitter, de temps à autre, le seul terrain de la rétrospective macro-économique. Faute d'une réflexion sur les rapports entre compagnies et acteurs locaux, la modélisation reste fragile et omet l'ensemble des alliances et coups de forces (y compris dans la gestion des moyens de paiement) ayant engendré et reproduit les échanges au cours de la première moitié de ce siècle. Il faut surtout regretter que l'insertion des compagnies aux économies et sociétés d'« accueil » ne soit que très peu abordée. Mais l'ouvrage a néanmoins le mérite de dresser sur la longue période l'inventaire des implantations commerciales et des montages financiers de ces *sogoshosha* version française ; et d'évaluer les limites du désengagement-redéploiement opéré par chacune de ces firmes au cours des dix dernières années. [P.L.]

LEMARCHAND (René) (ed.) — **The Green and the Black : Qadhafi's Policies in Africa.** — Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 1988, VIII + 188 p., bibliogr., carte, index.

Ce livre a tous les avantages d'un ouvrage collectif, sans présenter les inconvénients qui sont souvent le lot du genre. Principal avantage : le fait d'avoir mis à contribution une dizaine d'observateurs avertis capables de traiter des sujets très divers, ce qui est le plus souvent hors de portée d'un seul chercheur. C'est ainsi que l'on trouve dans *The Green and the Black* non seulement des chapitres sur les aspects les plus « courants » de l'action et des agissements du colonel Kadhafi en Afrique, mais aussi des développements sur le rôle de l'islam dans la politique étrangère de la Libye, sur le poids militaire de la *Jamahiriyah*, sur l'image qu'ont

les Libyens de l'Afrique noire ainsi que des chapitres détaillés sur des aspects spécifiques tels que la politique tchadienne de Kadhafi, l'union éphémère avec le Maroc et les relations mouvementées avec l'OUA.

En même temps, le pêché mignon de l'incohérence, que l'on constate souvent dans les ouvrages collectifs, a été évité grâce à un travail d'édition remarquable. Non pas qu'il s'agit d'une analyse réductrice essayant de couler le sujet dans un seul moule. Les motivations profondes — différentes et parfois contradictoires — de la politique africaine de Kadhafi — unité arabe, anti-impérialisme, intérêts spécifiques à la Libye ou au régime en place — sont bien mises en évidence, mais il n'y a pas contradiction fondamentale entre les auteurs. Chacun tient compte des différents aspects qui importent dans le cadre de son sujet, ce qui permet de montrer et surtout d'expliquer les incohérences apparentes et les volte-face soudaines qui semblent caractériser la politique étrangère kadhafienne. En plus, l'introduction de R. Lemarchand signale et discute les quelques contradictions mineures qui restent. En somme, un ouvrage indispensable et qui se lit facilement. [R.B.]

KERDOUN (Azzouz) — **La Coopération arabo-africaine. Dimensions et perspectives.** — Paris/Alger, Berger-Levrault/Office des publications universitaires, 1987, 251 p., bibliogr. (Coll. Mondes en devenir).

Cet énième ouvrage sur la coopération entre le Monde arabe et l'Afrique noire n'apporte pas vraiment quelque chose d'original par rapport à ceux qui l'ont précédé. Il est néanmoins très complet et, de ce point de vue, utile à l'étudiant, voire au chercheur qui s'intéresse au sujet. Son défaut majeur est cependant de ne prendre en compte que l'aspect institutionnel des échanges afro-arabes, négligeant totalement l'« infra-étatique », tel que se propose de l'appréhender le n° 30 de *Politique*

africaine (« Noirs et Arabes : une histoire tourmentée »). A noter, cependant, la bibliographie, impressionnante, bien que comportant, malgré tout, quelques lacunes. [R.O.]

CONRATH (Philippe), CLEGG (Johnny) — **La passion zoulou.** — Paris, Seghers, 1988, 263 p. (Coll. Le Club des Stars).

Qui n'a entendu parler de J. Clegg aujourd'hui ? Indépendamment du succès médiatique français, le personnage et sa musique méritent le détour. Voici un ouvrage fondé sur un long interview et une certaine observation participante et journalistique en Afrique du Sud. Dû à P. Haski, conclu par un commentaire du chanteur Renaud (avec le texte de sa chanson « Jonathan ») et une anthologie bilingue des textes de quatorze des chansons les plus connues, ce recueil donne surtout la parole au danseur — musicien opposant de l'apartheid.

Les origines familiales et culturelles expliquent en partie la découverte fortuite puis intuitive et systématique du monde des migrants zoulou à Johannesburg et de leur musique, de leurs danses. Nous n'oublions pas que J. Clegg, pendant un temps, a enseigné l'anthropologie à l'Université de Witwatersrand : il nous explique longuement le sens et les valeurs des mouvements de danse. Les rapports hommes-femmes, le statut social des migrants, la nature politique du *homeland*, le sens des luttes contre l'apartheid (Johnny est proche de l'UDF), l'histoire de la fabrication d'une musique multiraciale, des groupes *Julukwa* puis *Savuka* ; tout ce qu'on désire savoir sur le musicien y passe, sans prétention aucune, ni de l'interviewé ni de l'intervieweur.

Nous avons là une image tranquille, non retouchée pour les besoins de la cause, de la vie et des problèmes de ce genre de musique en Afrique du Sud et dans le monde occidental aujourd'hui. J. Clegg expose assez

longuement et justement à mon avis les problèmes, contradictions et impasses d'un certain boycottage culturel, la surpolitisation de n'importe quel choix musical ou culturel.

Un document pour mieux comprendre la face cachée de la vie sociale zoulou et l'itinéraire d'une des figures les plus symboliques d'une possible Afrique du Sud multiraciale au bon sens du terme. Il n'y a aucun opportunisme dans le succès de J. Clegg et de ses groupes : on s'en convainc aisément à la lecture de cet ouvrage utile. [J.C.]

BEVAN (David), BIGSTEN (Arne), COLLIER (Paul), GUNNING (Jan Willem) — **East African Lessons on Economic Liberalization.** — Aldershot, Gower Publishing Cy Ltd, 1987, 72 p. (Trade Policy Research Centre, Thames Essay 48).

Les quatre économistes réunis sous les auspices du *Trade Policy Research Centre* offrent une brève mais précise analyse comparée de l'impact potentiel de politiques de libéralisation sur les économies du Kenya et de la Tanzanie.

Les termes de la comparaison s'imposaient, même si les auteurs savent relativiser l'ampleur des contrastes existant entre ces deux États (quitte à aller un peu trop loin en les plaçant d'entrée sous la bannière du socialisme africain ; le « *Sessional Paper n° 10* » est bien loin...). Avancer l'hypothèse que des mesures ressortissant de l'économie libérale peuvent plus facilement réussir au Kenya qu'en Tanzanie ne paraît pas risqué, mais trouve son intérêt dans le fait qu'elle n'est formulée qu'au terme d'une réflexion serrée. Celle-ci a pour une part importante un caractère prospectif, sinon spéculatif. L'analyse des interactions logiques entre politique des prix, de la monnaie et d'approvisionnement (importations en particulier) devait être faite dans une période où les principes du libéralisme apparaissent comme le nouveau référentiel internationalement légitime. Les auteurs vien-

ent à point rappeler la relativité de leurs effets, ou tout au moins les différentes contraintes à prendre en compte si l'on veut arriver enfin à un ajustement de l'offre et de la demande (expression elle-même réductrice). La reconstitution de la cohérence des comportements des acteurs (au premier rang desquels les paysans, pris entre les cultures vivrières et commerciales, et les salariés urbains) confrontés aux aléas des prix et des pénuries permet de souligner, au-delà des risques politiques à prendre, les effets pervers de mesures ponctuelles que l'on croyait s'imposer d'évidence.

Les experts discuteront la pertinence des modèles mathématiques courageusement présentés et l'intime conviction des auteurs que la libération des échanges, menée avec prudence, sans être la panacée universelle, peut être la solution aux difficultés des pays les plus pauvres. Le non-spécialiste trouvera une explication tranquille des limites des politiques dirigistes telles qu'elles ont été pratiquées en Tanzanie, mais aussi au Kenya. Malgré l'esprit humaniste qui participe à l'analyse, le problème des critères de la « réussite » d'une politique économique reste cependant posé. [F.C.]

ILLICH (Ivan), SANDERS (Barry) — **The Alphabetization of the Popular Mind.** — San Francisco, North Point Press, 1988, 186 p.

Les thèses de J. Goody dans *la Raison Graphique* (Paris, Minuit, 1979), ont fait leur chemin. Nous les retrouvons dans un essai sur l'histoire de l'écriture, dû à I. Illich, naguère avocat de la fin de l'école traditionnelle et à un complice médiévisse, B. Sanders. De la domestication de la pensée sauvage, nous en sommes venus à l'alphabétisation de la mentalité populaire. A l'heure où certains bons apôtres du développement imaginent que l'on peut prendre des raccourcis et éviter d'en passer par l'alphabétisation, fonctionnelle ou non, il n'est pas inutile de se

pencher en arrière pour voir ce que des constructions graphiques comme la liste ou le tableau doivent au papier et au livre. Planter en ligne, c'est d'abord savoir lire un schéma, c'est-à-dire savoir lire. « Nous ne serons pas assez fous pour proposer le retour au silence ethnique, même à titre de plaisanterie... ». La libération, en Afrique comme ailleurs, passe aussi par les livres : il est bon de le rappeler au moment où une partie du système scolaire s'effondre sous les coûts d'un ajustement rigoureux. [A.R.]

FABIAN (Johannes) — **Language and Colonial Power : the Appropriation of Swahili in the Former Belgian Congo 1880-1938.** — Cambridge, Cambridge University Press, 1986, 206 p.

L'ouvrage de J. Fabian est un travail d'archéologie de la linguistique d'une grande originalité. Il se propose de retracer la pénétration et le développement du kiswahili au Zaïre, en particulier au Katanga/Shaba. Pour atteindre cet objectif, l'auteur utilise les vocabulaires et les guides édités par les missionnaires, les militaires et les administrateurs. Cette documentation est exploitée non pas tant pour son contenu — vocabulaire, par exemple — que pour ce qu'elle montre des attitudes par rapport à la langue et des conceptions de politique linguistique propres à ces auteurs. J. Fabian montre bien comment les vocabulaires qui ne sont que des listes, fonctionnent sur le présupposé d'une langue simple, quasiment sans syntaxe. Ces illusions sur la nature et les fonctions du kiswahili au Zaïre se sont maintenues tout au long de la période coloniale et témoignent de l'extraordinaire distance culturelle qui existait entre Africains et Européens. La méthode de lecture de J. Fabian, portant sur des textes délaissés par les linguistes et dans lesquels il retrouve une vision réductrice des langues africaines, est un modèle du genre. Elle suggère des enquêtes nou-

velles sur l'histoire de la linguistique africaine, prise entre une épistémologie souvent prisonnière de mythes simplistes et une politique soucieuse de contrôle efficace sur le terrain. Le travail sur des types de documents nouveaux, largement inexploités dans cette perspective, a donné des résultats importants et il est à souhaiter que cette voie soit poursuivie. [A.R.]

LABAZEE (Pascal) — **Entreprises et entrepreneurs du Burkina Faso.** — Paris, Karthala, 1988, 273 p.

L'ouvrage a pour objet l'étude de la dynamique sociale du monde des affaires. A travers une histoire des créations d'entreprises et des trajets personnels de promoteurs nationaux, P. Labazée cherche à « avancer dans la compréhension d'une logique des actions d'une catégorie sociale » (p. 11). Il s'efforce notamment de dégager les principaux ressorts de l'accumulation, et de mettre en évidence l'interaction entre la gestion d'un capital symbolique et celle d'un capital financier. La richesse de l'information, la clarté de l'exposition, la rigueur de l'analyse font de ce travail d'anthropologie économique un document extrêmement intéressant, particulièrement opportun à un moment où le secteur privé est invité à prendre le relais de l'État.

Dans une première partie, l'auteur propose une typologie des entrepreneurs burkinabè qui distingue les grands commerçants, les membres de la fonction publique, les anciens artisans et professionnels de métier, les gestionnaires professionnels. L'exploitation de 22 études de cas nous apprend notamment que :

- les deux dernières catégories sont marginales, ce qui conduit à « exclure l'hypothèse d'un passage, sinon institutionnel, du moins fréquent, du stade artisanal au stade industriel » (p. 113), conclusion lourde de conséquences pour les politiques de promotion des PME ;
- les fonctionnaires, qui font fructifier leur capital-relation (voie d'accès

privilegié au crédit et au capital étranger), constituent en fait un groupe très hétérogène, présent dans la plupart des activités, mais de façon marginale dans le secteur commercial ;

— les commerçants (en particulier ceux de la deuxième génération) ont su élargir leur champ d'activité au domaine industriel, « terrain qu'on pensait réservé aux compétences d'anciens fonctionnaires de rang élevé » (p. 65). Selon l'auteur, cette évolution renvoie aussi bien aux caractères propres des négociants burkinabè qu'à l'attitude (libérale) de l'État, qui contraste avec celle qui a prévalu au Mali.

P. Labazée conclut à la profonde hétérogénéité du monde des affaires. Cette diversité est renforcée par la relative facilité « d'entrée dans la branche », expliquée avant tout par « l'accumulation de compétences et d'un capital de relations, ... l'accès au capital économique et l'insertion dans les marchés n'étant qu'une résultante » (132). Cette conclusion forte est néanmoins ambiguë dans la mesure où elle peut laisser croire à l'exercice d'un jeu autonome de relations, indépendantes du capital économique installé. On peut également se demander si dans l'éventail assez large des trajectoires d'entrepreneurs, certaines n'ont pas un poids économique dominant. L'absence de données chiffrées ne permet pas un tel repérage. De même, on apprécie mal le poids et le jeu du capital étranger. Il y a là des prolongements possibles d'une analyse qui a privilégié (à juste titre) l'approche qualitative et les logiques internes.

Dans une deuxième partie, l'auteur cherche à caractériser « les systèmes de contraintes et la rationalité » des entrepreneurs nationaux, en mettant l'accent sur la gestion des ressources humaines. Le propos fourmille d'observations précises, de réflexions pertinentes. Elles témoignent toutes de la très nette conscience par les chefs d'entreprise de la difficulté à gérer un système de rela-

tions sociales très complexes et ambivalentes, s'enracinant dans un univers matériel qui conduit à privilégier la sécurité.

Loin de se réduire à l'application de normes universelles, la rationalité « managériale » est recherche constante de techniques de gestion appropriées. En ce sens, les entrepreneurs burkinabè font preuve de beaucoup d'imagination, révélant que ce n'est peut-être pas du management dont l'Afrique est « malade ».

Un dernier chapitre sur « La révolution et les promoteurs » met en valeur le rôle souvent déterminant de ces promoteurs dans « l'apparition de stratégies de contournement et de constructions identitaires » (p. 241). [B.C.]

MAZZEO (Domenico) (Sous la direction de) — **African Regional Organizations**. — Cambridge, Cambridge University Press, 1984, 258 p.

Cet ouvrage rassemble des contributions d'auteurs pour la plupart anglo-saxons, politistes, économistes et juristes, et tente de faire une analyse politique et un bilan économique de quelques organisations régionales africaines majeures : l'OCAM (dissoute depuis 1985), la Communauté économique de l'Afrique de l'Est, la CEDEAO. Il présente l'intérêt de préciser, dans une perspective historique, les problématiques de la coopération politique et économique en Afrique au moment où l'engouement académique des années 70 pour ces thèmes s'éteint et que les États africains frappés par la crise reviennent à des stratégies plus étroitement nationales de développement, si ce n'est de survie. La bibliographie très étoffée en fin de volume facilitera sûrement le travail des étudiants et chercheurs encore intéressés par le sujet. [L.-C.C.]